

DISCOURS DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, NOTAMMENT SUR SON PROGRAMME POUR LA PICARDIE, À AMIENS MARDI 7 AVRIL 1981.

7 AVRIL 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mes chers amis d'Amiens, de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, de la Seine Maritime (Applaudissements.) ... de la Picardie et de la Haute Normandie, je vous remercie d'abord de votre accueil quand nous sommes entrés dans cette salle, votre accueil à vous qui êtes venus de loin, à une heure qui était incommode pour vous en raison de vos activités de travail, mais je suis obligé, vous le savez, de faire plusieurs réunions par soir et je m'efforce, d'ailleurs, de les faire à l'heure dite. (Applaudissements.) Je veux remercier aussi mes camarades accordéonistes qui vous ont permis, tout à l'heure, d'attendre l'arrivée.

Vous avez entendu M. Bouly que je remercie de son accueil et qui a organisé ici le soutien à ma candidature, vous avez entendu le langage chaleureux de l'homme d'Etat que fut, et du militant socialiste libéral que reste le Président Max Lejeune. (Applaudissements.)

Il est entré dans la vie publique, il l'a rappelé, bien avant moi, malgré l'extrême jeunesse que lui conserve, me semble-t-il, son terroir et il a donc des souvenirs et une expérience auxquels il vous invitait tout à l'heure à réfléchir car ce qu'il a vu se produire à plusieurs reprises dans l'histoire de notre pays, c'est en effet un scénario, c'est en effet un risque qui peut se dérouler à nouveau et qui serait, comme il l'a dit, périlleux pour la France.

C'est ce risque, c'est ce scénario que, bien entendu, nous allons éviter à notre pays parce que dans la période de grande difficulté, de grand danger qui est la nôtre, nous n'allons pas laisser jouer avec le sort de la France, nous n'allons pas laisser tromper ou égarer les Français par des promesses dont les auteurs savent qu'elles sont irréalistes et je vais donc vous expliquer ce qu'ensemble nous allons faire pour la France dans les années à venir, pour la France et pour la Picardie.

En effet, je ne sais pas comment il faut vous appeler, Président ou Sénateur ou citoyen Sénateur. (Applaudissements) Les Français n'oublient pas que c'est sur la Somme et sur l'Aisne qu'ils ont si souvent défendu leur liberté et même leur existence nationale. Dans toutes nos familles, il y a, en effet, des combattants qui ont été des combattants de la Somme et de l'Aisne.

Aujourd'hui, la France est en paix, mais elle est engagée, vous le savez, dans une compétition économique planétaire et la ligne de force passe encore, comme toujours, par la Somme et par l'Aisne. C'est pourquoi, en répondant ce que vous disiez tout à l'heure, je suis venu vous dire solennellement : la Picardie ne sera pas abandonnée. (Applaudissements.)

Je sais que vous en avez parfois le sentiment et il faut que dans une réunion comme celle-là, il y ait une grande franchise de part et d'autre et je vous dirai pourquoi vous avez ce sentiment et ce qu'il faut faire, au contraire, pour que ce sentiment disparaisse.

D'abord, il faut savoir, parce que c'est la vérité, qu'au cours de ces sept années qui nous séparent de la même rencontre, pour les plus anciens, dans ce cirque de Jules Verne, au cours de ces sept années beaucoup de choses ont été faites en Picardie, et, d'ailleurs, ont siégé au gouvernement deux des vôtres que je retrouve sur cette tribune, l'un et l'autre, et dont je peux, vous dire qu'ils ont été les avocats insistants des intérêts de votre région.

Les villes et les campagnes de Picardie se sont équipées à un rythme qui n'a rien à envier à celui des autres régions.

Quelques chiffres : on a construit, en Picardie, de 1974 à 1980, plus de logements que dans les vingt dernières années de l'après-guerre et d'ailleurs vous qui parcourez les routes, qui les avez parcourues pour venir aujourd'hui, vous êtes les témoins oculaires de cet effort d'équipement et de construction. 40 % des lits d'hôpitaux existant aujourd'hui ont été construits pendant ce septennat et le taux d'équipement téléphonique des ménages, qui n'était que de 20 % en Picardie en 1974, est passé à 70 %. Mais l'effort de l'Etat, et c'est sans doute ce qui explique ce sentiment d'abandon ou, en tout cas, d'indifférence qu'ont pu éprouver les Picards, l'effort de l'Etat n'a pas suffisamment porté sur les activités économiques et sur l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes dans une région qui conserve,

et c'est à son honneur, une grande vitalité démographique et donc, une très forte proportion de jeunes. C'est pourquoi je vous propose que le prochain gouvernement se saisisse des problèmes économiques de la Picardie avant l'automne et je le dis ... (Applaudissements)... parce que je l'ai fait il n'y a pas longtemps, vous le savez, chez vos voisins du Nord et du Pas de Calais auxquels j'ai rendu visite au mois d'octobre dernier, dont je pourrai dire tout à l'heure à Lille que toutes les mesures annoncées ont été effectivement mises en œuvre. Je pense qu'il est souhaitable qu'il y ait un plan de développement économique de la Picardie, discuté avec vos élus, et le Président de la République pourrait alors vous rendre une visite de travail aux départements picards comme il l'a fait l'automne dernier aux départements du Nord et du Pas de Calais. (Applaudissements.)

Ce programme d'ensemble doit porter sur l'emploi des jeunes car la Picardie est une des régions les plus jeunes de France et c'est pourquoi j'ai placé dans cette campagne nationale mon engagement central, vous le savez, sur l'emploi des jeunes.

Un million d'emplois à créer pour les jeunes d'ici 1985, selon des dispositions qui sont précises, détaillées, argumentées, chiffrées et vérifiables, et je vous demande de vous reporter à la publication qui a été faite par certains journaux, au cours des derniers jours, des programmes comparés des différents candidats. Je m'attendais à ce que sur l'emploi, il y ait des colonnes fournies de la part de tous ces candidats, qui avaient, semble-t-il, des mois entiers pour préparer leur campagne alors que le Président de la République était absorbé par la gestion des intérêts de la France, eh bien, regardez la pauvreté, l'indigence, le vide de ce qui est proposé pour créer des emplois en France. (Applaudissement) En Picardie, je crois, plus qu'ailleurs, les difficultés des emplois des jeunes trouvent souvent leur origine dans une formation professionnelle insuffisante ou mal adaptée aux possibilités d'emploi de la région, et c'est pourquoi un effort particulier, M. Pelletier connaît naturellement bien ce dossier, devra être fait pour améliorer la formation professionnelle en Picardie.

Le programme devra porter aussi sur l'amélioration des infrastructures de communication, car vous avez de très anciennes routes, des routes qui ont été des routes d'invasions, des routes qui ont été des voies romaines, mais dans la carte de France des grands moyens de communication, vous êtes encore assez dépourvus.

C'est pourquoi j'ai demandé, sans attendre, à l'actuel gouvernement de lancer dès cette année des études nécessaires à la poursuite de l'autoroute de Calais, entre Saint-Quentin et Reims, et les crédits figurent dans le budget 1981. Il faudra aussi renforcer le potentiel industriel de la Picardie.

Vous avez fait allusion à cette désindustrialisation de la Picardie, et comme le gouvernement ne voulait pas que la période électorale se traduise par des retards dans ce domaine, je peux vous dire que des négociations sont en cours avec un groupe d'industriels importants Français qui devrait annoncer, dans les prochaines semaines, la création d'une usine à Saint-Quentin.

De même, le gouvernement donnera son accord, assorti des moyens financiers nécessaires, au grand projet de centrale à charbon d'Amiens avec cette centrale, qui produira à la fois du charbon et de l'électricité, voilà la Picardie entrée dans la révolution énergétique et dans l'indépendance énergétique. L'effort devra porter, enfin, sur les industries agro-alimentaires car l'agriculture est l'un des points forts de l'économie régionale.

Tout à l'heure on vous a rappelé, je sais qu'il y a dans cette salle certainement de nombreux agriculteurs, et je sais qu'au-delà des faubourgs d'Amiens il y a la vaste campagne picarde d'un côté et normande de l'autre, que nous avons conclu à Bruxelles un accord qu'il n'avait jamais été possible d'obtenir, et vous savez très bien, au cours des dernières années à la même époque et pour le même montant... Rappelez-vous les longs retards des discussions agricoles et rappelez-vous les conclusions décevantes des négociations agricoles.

Sur celles-ci tout à coup le silence des autres candidats.

Imaginez ce qu'eût été l'échec, imaginez ce qu'on serait venu vous dire dans cette salle ou ailleurs sur l'incapacité de conclure à Bruxelles ou sur l'incapacité du gouvernement français à défendre les intérêts de son agriculture.

Comme nous avons réussi ... un seul hommage : le silence (Applaudissements.)

Mais je suis sûr que les agriculteurs, qui sont observateurs et réalistes, qui ont traversé une période difficile, puisqu'ils ont eu une succession de mauvaises années et qu'ils ont eu une augmentation très

torte de leurs charges fin 1979 et pendant toute l'année 1980 qui a déséquilibré leurs comptes et qui, donc, les a mis dans un état d'inquiétude, le savent.

Je vous rappelle ces résultats : l'augmentation des prix, qui entre immédiatement en vigueur puisque les dispositions ont été prises aussitôt et que le Ministre de l'Agriculture en rendra compte au conseil des Ministres dès demain matin, est de 12,2 %, alors que vous souvenez que la commission de Bruxelles avait proposé, il y a deux mois, une augmentation de prix de 7,6 % Vous vous en souvenez ? .. Donc, l'effort de la négociation a été de gagner pour les agriculteurs français 4,4 % de plus que ce que la commission de Bruxelles proposait et en réalité qui croyait que nous y parviendrions ? Qui croyait que nous aurions effectivement le 1er avril une augmentation supérieure à 12 % ?

Je sais très bien que personne ne le croyait et nous l'avons obtenu, vous l'avez rappelé, à cause de l'entente avec nos partenaires de l'Allemagne Fédérale parce que nous avons préparé par des réunions successives en tête-à-tête avec le Chancelier, avec le Ministre de l'Agriculture, avec le Ministre des Affaires Etrangères, cet accord qui était juste et satisfaisant pour nous, qui s'accompagne de la satisfaction d'une des grandes revendications de nos agriculteurs qui était la baisse de ces montants compensatoires allemands qui rendaient la concurrence impossible pour nos produits transformés et, en particulier, pour nos produits d'élevage et nos produits laitiers.

Je vous rappelle que ces montants compensatoires monétaires étaient de 9,8 % et donnaient un avantage d'autant aux producteurs allemands, 9,8 % pour le lait, et 8,8 % pour les autres produits. En plus de la hausse de 12,2 % de nos prix, nous avons obtenu de ramener de 9,8 % à 3,2 % cette protection de l'économie de l'agriculture allemande et, donc, nous avons obtenu, sur ce point, un résultat qui va permettre la vente, dans des conditions concurrentielles, par rapport à l'agriculture allemande, de tous nos produits agricoles transformés.

Enfin, la hausse est intervenue à la date prévue, c'est-à-dire le 1er avril. Or, je vous rappelle qu'un mois de retard dans une hausse de prix de 1 %, c'est 1 % de revenus pour les agriculteurs et si on avait attendu, comme l'année dernière, la fin du mois de mai, il y aurait eu 2 % de prix perdus pour le revenu agricole alors que les agriculteurs vont pouvoir en bénéficier dès le mois d'avril.

Il faut naturellement poursuivre cette action et je ne prétends pas que cet accord, à lui seul, règle tous les problèmes de l'agriculture française. Il faudra veiller, en particulier, à mieux valoriser nos produits agricoles. Il faut développer dans nos grandes régions agricoles les industries de transformation puissantes, assurant la valorisation de nos produits, notamment pour l'exportation, et il faudra garantir que l'évolution des prix effectivement payés aux agriculteurs en 1981 reste parallèle à l'évolution des charges en recherchant d'ailleurs, par priorité, l'allègement des charges pesant sur l'agriculture, car je ne crois pas que la bonne solution soit que les prix courent derrière des charges qui augmentent indéfiniment, je crois que la bonne solution, pour nous qui devons vendre notre très importante production à l'extérieur, c'est, au contraire, que nous ralentissions l'augmentation des charges afin que nos agriculteurs puissent devenir plus compétitifs.

Voilà ce que je voulais vous dire sur l'action en faveur de la Picardie, sur l'action en faveur de notre agriculture.

Maintenant, j'en viens à l'enjeu national de cette élection, à l'enjeu pour la France, à l'enjeu qui fait que vous allez, quelle que soit votre fonction dans la société française, quel que soit le niveau de vos ressources, quelles que soient les épreuves de votre vie, personnelle ou familiale, tous détenir un même pouvoir, et le 26 avril, et le 10 mai c'est vous qui ferez la France.

Jusque là, jusqu'au vote, ceux qu'on entendra, ce sont les candidats, mais heureusement, le 26 avril et le 10 mai, ceux qu'on entendra, ce sont les Françaises et les Français, et, personnellement, c'est eux que je préfère écouter. (Applaudissements.)

Qu'est-ce qu'on vous a dit au début de cette campagne ?

Qu'est-ce qu'on a voulu vous faire croire ? et qu'est-ce que, peut-être d'ailleurs, vous avez été un moment tentés de croire ?

On a voulu faire croire aux Français qu'ils pouvaient se débarrasser des conséquences de la crise par un vote.

Vous savez bien que c'est une tromperie, vous savez bien qu'on ne peut pas faire face à une situation économique et sociale, quelle qu'elle soit, en ignorant les réalités, et en s'imaginant que c'est l'escamoteur qui pourra résoudre les problèmes de la France.

On a voulu vous le faire croire et je sais que dès maintenant les Françaises et les Français ne le croient plus.

On a voulu, ensuite, vous faire croire que vous pouviez considérer comme " des solutions valables " des propositions dont je sais, par expérience, qu'on n'oserait pas les présenter dans aucune des réunions internationales, dans aucune des réunions de Bruxelles où nous traitons le sujet de l'activité économique et de l'emploi, sans provoquer des haussement d'épaules et des sourires narquois.

C'est cela qu'on a voulu proposer aux Français comme si c'était une politique..(Vifs applaudissements.)... et je dirai que, pour moi, je le ressens comme une insulte au jugement et au bon sens des Français. Je le ressens également comme une insulte à leur courage parce qu'au lieu de leur dire : eh bien voilà les difficultés telles qu'elles sont, nous allons y faire face ensemble, on cherche à les tromper, à les abuser en leur faisant croire qu'il existerait des solutions de facilité qui les dispenseraient de compter sur leurs propres forces pour faire face aux difficultés du moment. C'est une insulte au bon sens et au jugement des Français et c'est une insulte qu'ils relèveront eux-mêmes.

Le coût des mesures pour le budget de l'Etat, et là je parle devant des Parlementaires dont c'est la fonction de voter les budgets, de vérifier les chiffres, comme c'est la fonction d'ailleurs des membres des assemblées départementales et municipales, telles qu'elles sont proposées à l'heure actuelle, dépasse 160 milliards de francs.

En effet, il y a huit jours, c'était 140 milliards de francs, mais comme ceux qui les présentaient s'étaient trompés dans leurs chiffres, ils ont pensé qu'il valait mieux procéder à quelques rectifications en hausse, donc, nous voilà maintenant à 160 milliards de francs et nous ne sommes encore que le 7 avril. (Applaudissements.)

Or, je vous demande d'y réfléchir, qu'est-ce que 160 milliards de francs ? Évidemment, c'est difficile à imaginer, on ne peut pas, d'après son expérience personnelle, fixer de tels ordres de grandeur, c'est tout simplement à comparer au produit du total de l'impôt sur le revenu payé par les Françaises et les Français. L'impôt sur le revenu a rapporté l'année dernière 140 milliards, donc si on dépensait pour le budget 160 milliards de francs, cela représenterait plus que le doublement de l'impôt sur le revenu en France c'est-à-dire que, ou bien on le paiera et l'économie française sera écrasée de charges insupportables, ou bien on ne le paiera pas et ce sera l'expérience amère et bien connue de la faillite. Ceux d'entre vous qui appartiennent aux activités productrices, économiques, commerçants, artisans, petits industriels, savent bien qu'à l'heure actuelle, face à la concurrence, cette concurrence qui est dangereuse pour nous ... que nous avons parfaitement la capacité de surmonter, car la France a des ressources et des moyens qui lui permettront de l'emporter dans la concurrence ..., mais elle est difficile cette concurrence ... et nous savons que les charges sont déjà très lourdes, nous savons que l'effort des gouvernements à venir - j'aurais l'occasion d'en reparler - c'est de tenter d'abord de limiter, et si possible, de réduire ces charges ... Eh bien, la simple traduction des promesses que l'on vous fait et que l'on vous fait pour vous appâter, serait cinq points de plus d'augmentation des charges de la France qui tendrait à se rapprocher de 50 % de charges pesant sur l'activité économique de la France et à ce moment-là comment voulez-vous que notre économie ait les moyens de faire face ?

Naturellement, on peut avoir un petit espoir, c'est de se dire : on ne paiera pas, mais malheureusement, si ! On paie - on paie toujours - on paie d'abord par le chômage accru car si les charges augmentent sur les activités économiques françaises, qui embauchera ? ... Je vous demande de vous renseigner autour de vous, ne vous adressez pas aux candidats, parce qu'ils auront toutes sortes de réponses.

Renseignez-vous autour de vous, allez voir quelqu'un et dites-lui : si de telles mesures sont mises en application au printemps prochain, au mois de juin, au mois d'octobre, est-ce que vous, vous embaucherez un travailleur de plus ?

Est-ce que vous trouverez une seule personne qui vous le dira ?

Vous savez très bien que non et, donc, on verra petit à petit la France s'enfoncer dans une situation qui ne sera pas, comme on veut le dire, meilleure que la situation actuelle, mais qui sera malheureusement bien pire, et nous avons un exemple !

Nous avons un exemple qui est la frontière Nord de la France. Nous avons des amis de l'autre côté de cette frontière, nous avons d'excellents rapports avec nos voisins belges, eh bien regardez quelle est leur situation économique actuelle.

Si on appliquait la situation de la Belgique à la France à l'heure actuelle, quel serait le nombre de chômeurs en France ? Il serait de 2 480 000 chômeurs.

Donc, des politiques, qui sont des politiques fondées sur la dépense, fondées sur le déficit, au lieu de réduire le problème du chômage en France, hélas... hélas ... l'aggraverait, le creuserait.

C'est pourquoi je veux vous mettre en garde. Vous m'avez dit, Max Lejeune, que les Picards étaient réservés, je ne l'ai pas observé ... (applaudissements) ; vous avez d'ailleurs dit que j'étais réservé moi aussi, vous ne l'observez pas non plus .. (applaudissements)... Mais je suis sûr que la longue tradition de travail de cette région et que les longues épreuves qu'elle a subies et qui ont façonné naturellement votre caractère vous amènent à vouloir juger vous-mêmes, et je veux vous mettre en garde :

Le changement vers l'inconnu qu'on vous propose et que démontait tout à l'heure dans son mécanisme Max Lejeune, ce n'est pas un changement vers le meilleur, c'est un changement vers le pire, et c'est pour cela que je ferai tout pour vous l'éviter.. (applaudissements)

Nos perspectives, c'est d'abord de défendre les trois valeurs qui sont essentielles pour la France.

La première de ces valeurs, c'est la paix, et sur une terre qui a été labourée, sillonnée, creusée par tous les conflits, chacun de vous mesure l'importance de l'enjeu de la paix et je tiens, dans cette campagne, à ce que l'attachement de la France pour la paix soit présent et que vous sachiez que le premier souci du Président de la République dans les années à venir, dans les grandes tensions du monde, sera que la France continue son rôle historique et son rôle de combattant pour la paix .. (applaudissements)

Ce rôle, nous l'exercerons à partir d'une situation de force, parce qu'on ne peut pas agir pour la paix à partir d'une situation de faiblesse. Les seules voix qui peuvent se faire entendre librement dans le monde sont les voix des pays qui ne dépendent pas des autres pour leur sécurité et c'est pourquoi en sept ans nous avons, par un effort considérable, auquel tous les Français se sont associés par leurs ressources, et auquel la majorité, la seule majorité du Parlement, s'est associée par ses votes, nous avons doté la France d'un instrument de puissance et de défense qui sera, dans les années prochaines, le plus puissant de son histoire et le troisième du monde .. (applaudissements)

C'est ce qui nous permet de parler le langage de la paix, parce que le dialogue de la paix est un dialogue qu'il faut poursuivre à partir d'une position de force et de sécurité, mais ce dialogue pour la paix, il faut le poursuivre et je le poursuivrai.

Ecoutez avec attention tous ceux qui recommandent que la France disparaisse du dialogue pour la paix .. Quels sont les deux risques ? Le premier risque, c'est une incompréhension croissante dans le monde des attitudes des uns et des autres qui augmenterait les risques de confrontation et le deuxième risque, c'est l'effacement de la France sur la scène internationale, parce que le jour où la France ne sera plus présente dans les grands dialogues du monde, sa voix ne se fera plus entendre et ne comptera plus. Vous savez très bien qu'un jour ou l'autre, il y aura la reprise d'un nouveau dialogue entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, pourquoi la France n'a-t-elle pas le droit de conduire comme elle l'entend ses propres réflexions internationales ? (applaudissements)

J'observais que ces derniers jours, il y avait à Moscou la visite du vice-Chancelier de l'Allemagne fédérale,.. quelles sont les voix qui s'élèvent en France pour reprocher au Président de la République d'être allé indiquer à M. Brejnev quelles étaient les positions de la France et quelle était son attitude vis-à-vis de toute nouvelle atteinte à la détente, notamment à la détente en Europe ? Quelles sont les voix qui font ce reproche au Président de la République et qui aujourd'hui s'élèvent pour critiquer la visite de M. Geishner à Moscou ? Je vous demande d'écouter .. les avez-vous entendues ?

Autrement dit, il s'agit de mettre au silence la France. Eh bien, aussi longtemps que je serai Président de la République, je continuerai le dialogue pour la paix et je continuerai au nom de l'immense majorité des Françaises et des Français.. Il n'est pas besoin de sondages, il n'est même pas besoin d'élection, il suffit de connaître les souvenirs de toutes vos familles, il suffit de connaître les souvenirs de notre propre jeunesse, pour savoir qu'il n'y a pas de devoir plus sacré, pour un Président de la République française, que la sécurité et la paix. (applaudissements)

La crise économique a, naturellement, répandu dans l'opinion publique, le sentiment de la préoccupation, de l'inquiétude, parfois de l'angoisse et donc ce sentiment a créé chez beaucoup d'entre vous l'idée que peut-être l'avenir de la France était un avenir difficile ou même bouché et que nous ne pouvions que regretter les temps faciles du passé.

Je voudrais vous dire ma conviction qu'au contraire la France a de grandes chances d'avenir devant elle et c'est ces chances d'avenir que je veux présenter à sa jeunesse.. je ne voudrais pas que la jeunesse de la France se prononce à partir de la crainte ou à partir des nostalgies du passé, je veux qu'elle se prononce à partir de la confiance qu'elle aura dans l'avenir de notre pays, car la France a des atouts considérables.

Ces atouts considérables, j'en cite quelques uns :

Elle a d'abord un pouvoir politique stable, et c'est un pouvoir démocratique .. c'est un pouvoir républicain, vous en disposerez librement dans quelques semaines .. depuis sept ans vous avez observé donc, que la France avait un pouvoir politique stable, alors qu'autour de nous se déroulaient des convulsions, des crises qui brise l'action politique et économique des pays et qui les placent peu à peu en situation d'infériorité et parfois de dépendance .. C'est pourquoi la France doit garder les institutions qui lui donnent un pouvoir politique stable.

Elle a, parmi les grands pays d'Europe, le plus petit déficit extérieur, bien qu'elle importe, vous le savez, une grande quantité de l'énergie dont elle a besoin, et la France a été capable de faire face à ces importations en développant ses exportations, c'est-à-dire son travail, dans des proportions plus remarquables que nos voisins, par exemple, l'Allemagne fédérale. En sept ans, le volume des exportations de la France a augmenté davantage que le volume des exportations de l'Allemagne fédérale qui est pourtant un pays plus peuplé et plus industrialisé que le nôtre. Pour les deux seuls premiers mois de 1981, les exportations de notre agriculture ont dépassé 4,3 milliards de francs, c'est-à-dire plus de deux fois le chiffre que nous avions au début de 1980.

Voilà le travail de la France et les chances des Français.

Nous avons aussi le plus petit déficit intérieur. Dans ce pays économe, respectueux de la valeur de sa monnaie, nous avons maintenu le déficit budgétaire cette année au-dessous de 1 % du produit intérieur brut, alors que ce déficit atteint 10 % en Belgique, 11 % en Irlande et un chiffre comparable en Italie. Donc, la France, à l'heure actuelle, est dans une position de force pour préparer son avenir et un travail en profondeur a été entrepris.

L'indépendance énergétique : cette indépendance, qui a été acceptée par le peuple français qui a permis, qui a rendu possible le développement de nos techniques nucléaires, la construction de nos centrales, notamment dans la région voisine du Nord, cette indépendance nucléaire, nous la gagnons jour après jour.

A l'heure actuelle, dans cette salle où, d'ailleurs, l'électricité était un peu forte dans les yeux de ceux qui siègent sur la droite de l'hémicycle tout à l'heure, il y a un tiers de cette électricité qui est maintenant d'origine strictement nationale et qui, même si nos sources extérieures d'approvisionnement nous étaient coupées, continuerait à luire dans nos villes et dans nos campagnes, et en 1990, notre électricité sera totalement nationale et quoi qu'il arrive nous garderons cet outil de travail, de vie quotidienne, qui sera entièrement à la disposition des Français, alors qu'en 1974, il était entièrement à la disposition d'autres. (applaudissements)

Et puis, nous avons la capacité des travailleurs français, capacité de ceux qui sont, au travail et auxquels il faut assurer, bien entendu, c'est pourquoi ce sera l'objet du programme pour la Picardie, le maintien d'abord et le développement ensuite de leur activité, la capacité de ces jeunes Françaises et de ces jeunes Français que je vois autour de moi dans cette campagne et dont je vois dans la manière dont ils s'organisent, dont ils travaillent, dont ils se préparent, qu'ils seront une génération de Français sans doute encore plus capables que celles qui les ont précédés .. tout ceci est en marche pour organiser l'avenir de la France,

Cet avenir, je souhaite qu'il se fasse dans l'unité, et ce que j'observe à cette tribune, où il y a des hommes et des femmes qui sont venus d'horizons politiques différents, parfois même à certains moments, sur le terrain, antagonistes, c'est qu'ils représentent cette aspiration, cette marche vers l'unité qui doit être un des grands progrès de la France.

Je vous dirai que mon ambition, si vous me faites confiance pour un nouveau septennat, c'est de laisser, bien entendu, au départ, la France aussi libre qu'elle l'est aujourd'hui, mais ce serait de la laisser bien plus unie, et je crois qu'un Président, recevant une nouvelle confirmation par un mandat populaire et décidé à ne pas se représenter, est un Président vis-à-vis duquel personne ne pourra interpréter ses gestes comme si c'était des gestes d'intérêt personnel ou électoral et qui, je crois, disposera d'un double

gestes comme en étant des gestes à mener personnel ou électoral et qui, je crois, dépassera à un certain crédit moral, celui de sa réélection et celui de sa non-candidature future, pour faire progresser l'unité de la France. (applaudissements)

D'abord, bien entendu, l'unité de la majorité, et vous avez vu que, dans toute cette campagne, je demande à tous ceux qui y participent avec moi que rien ne doit être dit, rien ne doit être fait qui puisse creuser une division au sein de la majorité, parce que le 10 mai au soir, les tâches de la France réapparaîtront toutes entières et il faudra qu'il y ait à tous les niveaux de notre vie nationale une majorité de Françaises et de Français pour travailler ensemble et pour conduire la vie de nos institutions. Donc, je le demande, ne rien dire, ne rien faire qui puisse compromettre l'unité de la majorité.

En même temps, cette attitude préparera, je le crois l'unité plus large des Françaises et des Français, car il y a certainement, comme je l'observais tout à l'heure à propos de la paix, il y a sûrement en France une large majorité de Françaises et de Français qui préférerait que notre pays soit plus uni et qui regrette qu'au travers des joutes politiques, qu'au travers des grands débats nationaux, ce soit toujours ce qui divise qui est mis en tête, et jamais ce qui réunit ou qui rassemble qui vous soit présenté en premier. (applaudissements)

L'unité et la solidarité.

La solidarité, parce que je souhaite que la France soit une société plus fraternelle, plus chaleureuse, plus solidaire. Elle l'est dans les grands moments de malheur, et chacun de nous se souvient de ce que sont les extraordinaires manifestations de solidarité en France lorsqu'on vit sous la détresse de l'occupation ou lorsqu'on participe au combat de la libération ou de la reconquête, mais pourquoi ne sommes-nous pas capables, pourquoi ne serions-nous pas capables d'avoir la même fraternité et la même solidarité dans les périodes les plus pacifiques ?

Et à cet égard, contre ce qui est dit, je veux montrer combien, vous les Françaises et les Français, vous avez accompli un effort de solidarité pendant les sept années de mon septennat - vous le rappelez tout à l'heure dans votre discours - il y a à l'heure actuelle quelques centaines d'accusateurs de l'action du Président de la République, mais il y a heureusement des millions de témoins pour sa défense ! (applaudissements).

Je vais vous en citer quelques-uns. D'abord, les personnes âgées que notre pays avait laissé, malgré les initiatives généreuses prises autrefois, vivre dans une détresse indigne et que, par les efforts successifs des dernières années, nous avons heureusement arrachées à cette détresse et elles ont retrouvé dans la société française, on le voit, la place et la dignité qui auraient dû être toujours les leurs, je les prends à témoin. (applaudissements)

Les femmes. Les femmes dont le rôle toujours si éminent dans la vie familiale de la France, où ce sont toujours elles qui ont exercé la plus grande influence, qui ont pris d'ailleurs à la maison les décisions essentielles, les femmes ont vu reconnaître dans toute la société française les responsabilités et les capacités qui vont être désormais les leurs, à l'égal des hommes. Au cours des sept dernières années, si vous vous reportez à ce qu'était la situation de la France à propos du rôle de la France, vous verrez qu'une justice a été rendue à la capacité des femmes françaises à participer pleinement aux responsabilités de la vie de notre pays. Il y a là des millions de témoins. (applaudissements)

Et d'autres catégories, dont je ne veux pas utiliser le témoignage pour des motifs électoraux, mais que j'évoquerai seulement comme on l'a dit tout à l'heure parce que ce sont des catégories vis-à-vis desquelles les Français ont témoigné de leur solidarité, je veux dire les handicapés pour lesquels la France a élaboré et mis en application la législation la plus avancée dans sa conception et la plus généreuse dans ses moyens, du monde.

Et ces travailleurs manuels, tenus à l'égard de la considération et de leur rang dans la société française, comme s'ils devaient accomplir un travail d'un autre âge, laissant à d'autres le soin d'exercer les responsabilités et les tâches jugées nobles ... Cette revalorisation de la condition et de la place des travailleurs manuels sera une des grandes transformations de la société française entreprise dans le septennat, et c'est pour cela que, parmi les travailleurs de notre pays, vous savez dès à présent que le nombre de ceux qui voteront pour l'actuel Président de la République sera sensiblement plus élevé qu'en 1974, parce qu'ils ont mesuré l'effort et l'attitude vis-à-vis d'eux. (applaudissements)

C'est cette politique que nous poursuivrons ensemble avec comme règle, comme inspiration, l'alliance

du coeur et de la raison.

Vous avez entendu tout à l'heure le langage chaleureux du cœur, vous avez entendu aussi l'écho attentif de la raison, les deux vont ensemble.

La singularité du peuple français - le peuple français, ce n'est pas n'importe quel autre peuple dans le monde, c'est le peuple français - sa singularité, c'est que c'est un peuple raisonnable et qu'il ne faut donc jamais lui tenir un langage déraisonnable, parce que, très vite, il le juge. Et c'est, d'autre part, un peuple attentif, bien entendu, à ses préoccupations matérielles et à la défense de ses intérêts, ce qui est légitime, mais c'est aussi un peuple généreux, car lorsqu'il voit le malheur s'abattre ici ou là dans le monde sur tel ou tel pays, sur telle ou telle catégorie, il a toujours un élan pour aller à son secours. Eh bien ! Ce que je souhaite dans cette réunion très large de Françaises et de Français, c'est que nous représentions ensemble l'alliance du cœur et de la raison, pour conduire la France. Et c'est cette alliance que je vous demande d'organiser et de développer à partir de cette réunion qui n'est pas une conclusion, qui est un commencement.

Je sais très bien qu'à Amiens, en 1974, au deuxième tour, vous m'avez donné une majorité ... Je sais qu'ensuite, la vie politique de votre Région a été difficile, mais je sais qu'il y a ici, parmi vous, les forces nécessaires pour persuader le plus grand nombre des habitants de votre ville, de votre département, de vos départements, de votre région, de venir rejoindre les rangs de cette alliance du cœur et de la raison, pour le progrès, pour l'avenir, pour la justice de la France. (applaudissements)

C'est pourquoi, avant que vous puissiez compter sur moi comme vous pouvez le faire, je tiens à vous dire que je compte sur vous, et ce non pas dans une considération étroitement personnelle pour retrouver les avantages, les satisfactions pendant sept ans de la lourde charge présidentielle, mais je compte sur vous pour convaincre la population de notre pays que la voie que nous avons choisie était la bonne et que c'est le long de cette voie qu'ensemble, nous continuerons de faire avancer la France. (applaudissements)

Vive Amiens ! Vive la Picardie ! Vive la France ! (très vifs applaudissements)